

Dualisme de l'agriculture et politique agricole

Skreli E., Kunkell D., Biba G.

in

Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.).

L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28

2001

pages 39-48

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020090>

To cite this article / Pour citer cet article

Skreli E., Kunkell D., Biba G. **Dualisme de l'agriculture et politique agricole**. In : Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier : CIHEAM, 2001. p. 39-48 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Dualisme de l'agriculture et politique agricole

Engjëll Skreli*, David Kunkell**, Gjin Biba***

*Ministère de la Coopération économique et du commerce, Université agricole de Tirana (Albanie)

**ex-expert, Projet SARA (Albanie)

***ENSA-INRA, Montpellier (France)

Introduction

Ces dix premières années de transition en Albanie ont montré à quel point cette situation était porteuse de défis et de paradoxes dans les domaines de la vie sociale, économique, culturelle et institutionnelle du pays. Dans le secteur agricole, on peut constater que le développement attendu des unités agricoles d'exploitation (annoncé dans les déclarations politiques et dans les lois sur la réforme de l'agriculture) est loin d'être atteint. Il est évident que, pour certains défenseurs d'une transition rapide, "l'effet temps" est un argument de poids, puisque le recul dont nous disposons est encore insuffisant. Nous pensons cependant que l'écart entre les attentes et la réalité provient, d'une part des résultats de la combinaison des facteurs de production (terre, travail et capital) au sein de l'exploitation et, d'autre part, de ses relations avec l'extérieur et son insertion dans les institutions d'encadrement et de soutien.

Dans les logiques de transition des Peco, face à l'absence quasi totale de capital privé et à la faiblesse des institutions d'encadrement de l'agriculture, les nouveaux modèles agricoles post-collectivistes, ont été, en fonction des pays, soit le modèle paysan traditionnel, soit le prolongement des formes néo-collectives de production (A. Pouliquen, 1994 ; M-C Maurel, 1994 ; V. Rey, 1996).

Etant donné la situation actuelle de l'économie albanaise, le développement des petites exploitations paysannes, créées au moment de la réforme foncière de 1991-1993, est une des questions centrales de la politique économique. L'importance de la population rurale (estimée à plus de 60 %), le poids de l'agriculture dans l'emploi et le revenu national (selon l'OCDE, 1998, l'agriculture occupe plus de 50 % de la population active et 56 % du PIB), le dysfonctionnement des marchés internes et la concurrence des produits agroalimentaires extérieurs, la petite taille des exploitations (environ 1,4 ha) et l'absence de capital sont les principales contraintes auxquelles sont confrontés les pouvoirs publics et les acteurs économiques du secteur dans le cadre du passage d'une agriculture paysanne à une agriculture marchande.

La politique à élaborer peut reposer sur les différentes restructurations du secteur agricole : elle peut appuyer la spécialisation d'un plus grand nombre d'exploitations, leur agrandissement ou leur diversification sous une forme pluriactive – à la fois pour contenir l'exode rural et assurer l'autosuffisance alimentaire du pays (Pluvinage J., Biba G., 2000). A ce stade de l'évolution, il est déterminant, malgré la complexité, de choisir une politique qui prenne en compte les spécificités nationales.

La majorité des exploitants agricoles attendent que les politiques prennent les mesures nécessaires pour encourager la modernisation de l'agriculture et l'accroissement des revenus familiaux. Notons cependant qu'il est important de ne pas confondre une politique d'"encouragement" avec une politique de "prise en charge" des agriculteurs. Par politique d'"encouragement" de la modernisation/développement de l'agriculture, nous entendons la création de conditions de base qui favorisent la sélection par un marché organisé et concurrentiel, des formes de production les plus efficaces, à la fois sur le plan social et économique.

Pour que les acteurs concernés (paysans - agriculteurs) puissent procéder librement au choix de leurs activités, il faut reconnaître la diversité actuelle des formes de production et les points de blocage auxquels le processus de développement d'une agriculture marchande est soumis. Cet article s'inscrit donc dans cette perspective :

- premièrement en essayant d'identifier et d'analyser les principales formes de production agricole,
- deuxièmement en présentant un certain nombre d'améliorations de l'environnement économique que la politique agricole doit mettre en place pour entraîner le développement des exploitations et répondre aux objectifs nationaux en matière agricole.

I – Le caractère dualiste de l'agriculture post-collectiviste

Le fait que la majeure partie des exploitations agricoles albanaises soient des exploitations de subsistance est aujourd'hui reconnu. Environ 70 % de la production agricole est destinée à la consommation des ménages. Cependant, une étude plus approfondie des structures, des objectifs et du potentiel des exploitations nous permet de distinguer plusieurs groupes d'exploitations. Les subdivisions pouvant être nombreuses, nous avons choisi de les classer en deux principaux groupes : les exploitations de subsistance et les exploitations marchandes. Le choix de ne retenir que deux groupes (à la différence d'autres études qui en distinguent plusieurs) s'explique par la volonté de mettre en évidence le caractère actuellement "dualiste" de l'agriculture albanaise, ainsi que de simplifier la problématique et proposer une stratégie agricole alternative.

Le principal objectif des exploitations de subsistance, actuellement en majorité, est la satisfaction des besoins alimentaires de la famille. Les exploitations marchandes, en minorité, sont plus actives, la majeure partie de leur production étant destinée au marché. Notons que la frontière entre ces deux groupes est légèrement floue. On peut s'attendre éventuellement à ce qu'une partie du premier groupe abandonne l'agriculture ou se satisfasse d'un niveau de production destiné à l'autoconsommation et qu'une autre partie, certainement moins importante, évolue vers le type d'exploitations marchandes. Il faut s'attendre à ce que cette évolution se fasse sur une période relativement longue.

Par conséquent, cette réalité "duale" de l'agriculture albanaise demande la mise en place d'une politique agricole appropriée aux types d'exploitation.

Déterminer les principaux axes de cette politique visant à encourager le développement rapide de l'agriculture albanaise demande de répondre aux questions suivantes :

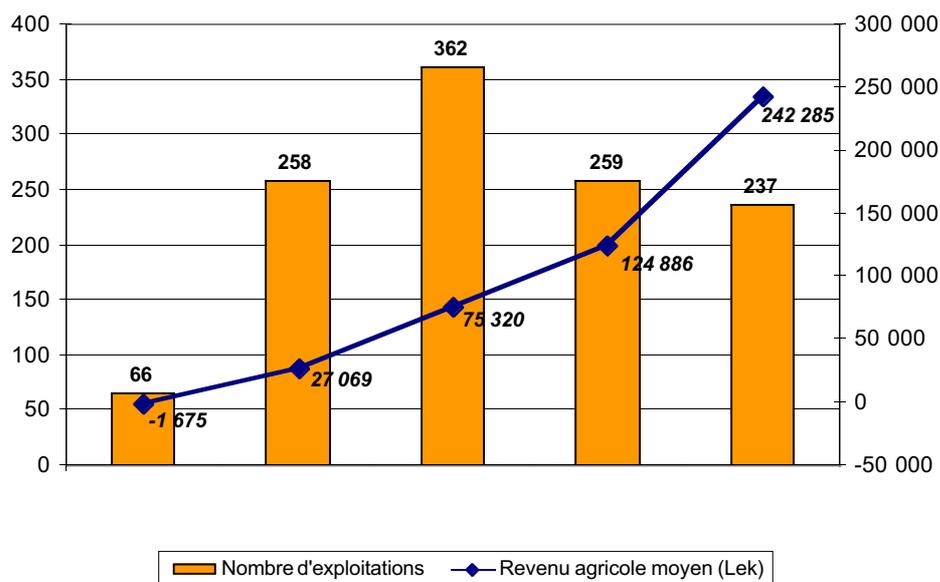
- Quelles sont les principales caractéristiques de chaque groupe d'exploitations ?
- Quelles sont les mesures politiques les plus appropriées et les améliorations institutionnelles nécessaires qui faciliteraient la transition d'un grand nombre d'exploitations du premier groupe vers le deuxième ?

1. Quelques caractéristiques des groupes identifiés

Une enquête a été réalisée sur 1 182 exploitations sélectionnées sur tout le territoire¹.

Le revenu agricole total – comprenant les revenus monétaires et non monétaires des cultures et de l'élevage – a été étudié en détail. La répartition des exploitations selon les différents niveaux de revenu agricole monétaire² est présentée dans le Graphique 1.

Graphique 1. Répartition des 1 182 exploitations enquêtées en fonction du revenu agricole monétaire



* Taux de change en 1995 : 1 US\$ = 100 leks.

Comme le montre ce graphique, la majorité des exploitations (environ 80 %) ont un revenu monétaire inférieur à 150 000 leks par an. Seul un faible pourcentage des exploitations (20 %) a un revenu supérieur à 150 000 leks/an, avec une moyenne de 242 285 leks/an. La recette moyenne de cette catégorie d'exploitants est deux fois plus élevée que celle ne dépassant pas le seuil des 150 000 leks. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons considéré, de manière certes schématique, les quatre premiers groupes du graphique comme appartenant à des exploitations de subsistance et le cinquième groupe à des exploitations orientées vers le marché ou des exploitations marchandes.

A. Les exploitations de subsistance

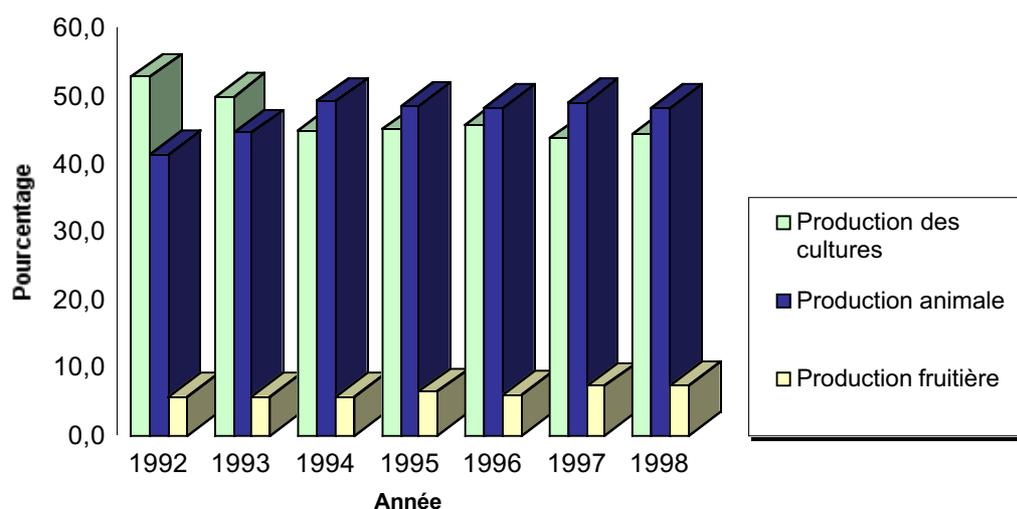
Ces exploitations sont caractérisées par des potentiels de production agricole limités : elles ont une surface agricole utile (SAU) limitée, variant généralement entre 0,5 et 1,5 ha, la taille moyenne de la famille est de 5,1 personnes, dont 2,5 actifs et un niveau de capital physique et financier très limité. Le Graphique 2 présente la répartition de la production agricole totale (consommée et non consommée).

Ce graphique nous permet de constater une augmentation de la production animale par rapport à la production végétale et une légère hausse de la production fruitière. En 1998, la production agricole se répartit ainsi : 44,4 % de production végétale, 48,3 % de production animale et 7,3 % de production fruitière. Selon les estimations du projet SARA (*Support for Agricultural Restructuring in Albania*), en 1998, le revenu agricole moyen de ces exploitations était de 718 US\$ par an, même si un quart des exploitations ne vendent pas sur le marché.

Pour ce groupe d'exploitations, les ressources et les connaissances techniques et économiques sont très limitées. Leur production est basée principalement sur le blé, les productions animales, les cultures fourragères, les légumes de plein champ et quelques fruits et culture sur treilles. En général le nombre d'exploitations de subsistance est plus important dans les zones de collines et de montagnes que dans les zones de plaine. Leur emplacement géographique est aussi influencé par les conditions agro-climatiques et régionales des différentes zones du pays.

A l'intérieur de ce groupe nous pouvons distinguer les familles avec des revenus monétaires non agricoles leur permettant de surmonter leur niveau relatif de pauvreté, et de l'autre les familles avec peu de terres et peu ou pas de revenus monétaires (agricoles et non agricoles).

Graphique 2. Evolution de 1992 à 1998 de la répartition (en %) de la production agricole dans les exploitations de subsistance



Source : Results of the annual agricultural survey, 1993-1998, SARA Project, MOAF, Tirana.

Selon nos estimations, environ 25 % des familles paysannes albanaises entre dans cette deuxième catégorie. Les familles les plus pauvres se trouvent principalement dans les zones montagneuses du nord-est du pays. Le niveau de vie de ces familles relève de la pauvreté et elles devraient faire l'objet de mesures de politique économique de type "social".

Pour les familles ayant un revenu monétaire suffisant, une politique agricole plus cohérente doit être mise en place. Un des principaux objectifs pour le développement de l'agriculture albanaise est l'augmentation de la productivité. Etant donné le système de production dominant, la politique agricole doit s'orienter vers un soutien aux activités nécessitant un capital faible, pouvant être réalisées par la main d'œuvre familiale et entraîner l'augmentation du revenu monétaire de la famille. L'achat de moyens de production importants comme les tracteurs, moissonneuses-batteuses et autres machines agricoles ne correspond pas aux capacités financières de ces exploitations.

La production de légumes de plein champ ou sous serres plastiques construites avec du matériel local, l'accroissement des surfaces plantées en arbres fruitiers et vignes (là où les conditions climatiques et les ressources le permettent), et l'intensification de la production animale à petite échelle sont des exemples d'activités adaptées à ces exploitations. Par ailleurs, l'approvisionnement en produits de base comme le blé ou autres produits alimentaires pourrait être assuré grâce aux ressources monétaires provenant de ces mêmes activités.

B. Les exploitations commerciales/marchandes émergentes

Le second groupe d'exploitations agricoles est caractérisé par des exploitations de plus grande taille et une relation plus intense avec le marché, des revenus monétaires plus importants et un esprit entrepreneurial des chefs d'exploitations plus développé. Ces exploitations sont en effet très actives : elles ont augmenté leur taille et leur revenu grâce à l'intensification et la diversification de leur système de production. Même s'il est encore très minoritaire, ce groupe doit avoir une place particulière au niveau stratégique car il représente l'avant-garde de la production agricole marchande.

Les exploitations commerciales émergentes sont principalement situées dans les zones de plaines côtières et autour des grandes villes ; les conditions agro-climatiques et les facilités d'accès aux marchés ont favorisé leur développement.

Leurs principales caractéristiques sont :

- ❑ Les chefs d'exploitations travaillaient déjà (avant la réforme foncière) dans le milieu agricole : ils étaient soit des travailleurs agricoles, soit des spécialistes (agronomes ou vétérinaires). Il est intéressant de constater que ces agriculteurs ont orienté leurs activités en fonction du poste qu'ils occupaient dans les anciennes coopératives d'Etat.
- ❑ Le système de production est basé sur des "cultures commerciales/industrielles". D'un côté, l'expansion des surfaces maraîchères sous serre (notamment dans la plaine de Myseqeja) montre une tendance à la spécialisation, et de l'autre, le développement des activités de transformation (laiteries, production de vin et *raki*, production d'huile et transformation des olives, etc.) constitue le noyau de la création des PEM rurales qui combinent la production et la transformation des produits agricoles.
- ❑ La production est vendue sur le marché, soit directement par les agriculteurs soit par des commerçants ou transformateurs avec lesquels ils entretiennent des "relations"³.
- ❑ Le travail sur l'exploitation est principalement familial mais en période de pointe, ils ont recours à des saisonniers.
- ❑ Le niveau du capital d'exploitation est de 4 à 5 fois supérieur à celui des exploitations de subsistance.
- ❑ Les revenus extérieurs, qui ont permis le "décollage" de ces exploitations, restent encore relativement importants pour un bon nombre d'entre elles.
- ❑ Les investissements agricoles occupent la majeure partie de l'investissement total de la famille-exploitante. Ces investissements sont destinés en général à l'amélioration de l'appareil de production (construction des serres, bâtiments, accroissement des troupeaux, achat et/ou location de terres, etc.), ainsi qu'à l'amélioration des techniques de cultures (achat d'intrants et de machines agricoles). Les sources d'investissements sont le crédit et l'accumulation/épargne de la famille.

Ces exploitations sont confrontées à de nombreuses contraintes liées à l'environnement socio-économique du pays comme la forte instabilité des marchés, la concurrence des produits étrangers, l'absence de marché foncier, l'absence d'un système de collecte, le non-fonctionnement des industries agroalimentaires, etc.

II – Objectifs des politiques agricoles et amélioration du fonctionnement des institutions

Les groupes identifiés ont différents objectifs : les exploitations de subsistance organisent leur système de production en fonction des besoins alimentaires de la famille ; les exploitations marchandes cherchent à maximiser leur revenu monétaire. Dans chaque cas, ces objectifs coïncident avec l'objectif national d'augmentation de la productivité du secteur agroalimentaire. Etant donné que le facteur terre est rare en Albanie, l'augmentation du revenu par unité de surface doit être considérée comme une priorité.

A présent, nous allons essayer de faire une comparaison entre les objectifs des groupes d'exploitants agricoles et les objectifs nationaux (identification de besoins et des objectifs de chaque groupe en fonction de l'augmentation de la productivité au niveau national) et de faire une analyse des politiques agricoles et du cadre institutionnel nécessaire pour assurer le développement durable et efficace de l'agriculture albanaise.

1. Amélioration des techniques de production durable au niveau de l'exploitation

Les améliorations dans ce domaine demandent à la fois des connaissances et des inputs disponibles. Il existe un nombre important d'expériences comparables dans des pays de la région qui peuvent être appliquées au cas albanais. Il est cependant nécessaire d'identifier préalablement ces expériences et de les adapter à la fois au système de production et aux technologies mises en place en Albanie.

Un bon exemple pour illustrer ce processus et les difficultés qui en découlent, est la production de semences de cultures maraîchères sur lesquelles on tente depuis quelques années d'appliquer une nouvelle technologie. Cette technologie a été testée, dans le cadre d'un projet de recherche, sur les exploitations et acceptée par les exploitants. Un certain nombre d'entre eux sont aujourd'hui prêts à l'utiliser, mais les intrants nécessaires ne sont pas disponibles sur le marché. Si on se réfère à la surface actuelle occupée par les cultures maraîchères, les besoins pour les emballages et les engrais nécessaires à la production de semences sont estimés à environ 30 millions de US\$⁴. Si cette technologie était adoptée, une partie du matériel pourrait être fabriquée sur place, ce qui permettrait de créer des revenus et des emplois non agricoles, si utiles à l'économie albanaise.

L'adaptation de nouvelles technologies doit être faite de manière à servir aussi bien les exploitations de subsistance que les exploitations marchandes. Pour cela, il faudrait :

- une appropriation des technologies adaptées aux conditions de production agricole visées,
- la transmission de ces connaissances aux exploitants agricoles intéressés par ces technologies.

La diffusion des connaissances demande l'implication de la recherche de base et appliquée, l'étude des technologies traditionnelles et le recueil d'information, le renforcement des institutions de recherche et la création d'un système efficace d'information. Ce sont dans ces domaines que les pouvoirs publics doivent investir sur le court, moyen et long terme.

Enfin, les connaissances doivent être diffusées à tous les niveaux par : des spécialistes de la vulgarisation, des séances de formation des agriculteurs, les médias, le système d'éducation professionnel, etc. Mais il faut aussi tenir compte des efforts privés pour la diffusion des connaissances. Un bon exemple est le travail réalisé par AFADA (*Albanian Fertilizer and Agribusiness Dealer Association*). L'investissement en capital humain, particulièrement important pour les exploitations marchandes, relève d'un autre domaine et demande des efforts plus importants.

L'accès aux inputs est aussi important. A cet égard, l'organisation du marché des intrants agricoles accompagnée par la mise en place d'institutions et de politiques appropriées permettra d'accroître la disponibilité d'intrants et de continuer les efforts pour intégrer les exploitations au marché, avec des systèmes de production basés sur des technologies plus avancées.

Nous pensons qu'il faut donner la priorité au marché avec un minimum d'intervention des pouvoirs publics. Ainsi, les gouvernements doivent intervenir sur les marchés uniquement dans des situations jugées critiques. Par exemple dans le secteur des semences, pour que le marché fonctionne normalement, il faudrait mettre en place des politiques antitrust sur l'importation et la commercialisation des semences. Les institutions, comme les Départements de l'Agriculture et de l'Alimentation de chaque district, sont responsables du contrôle de la qualité du marché des semences. Des efforts doivent être faits pour réguler le marché des engrais et autres produits chimiques qui, pour le moment, est contrôlé par un petit nombre de commerçants. Des procédures plus ouvertes sont nécessaires pour l'agrément des nouveaux commerçants ou, peut-être, pour la création d'une institution chargée de surveiller le marché.

2. Amélioration/création d'infrastructures

La reconstruction d'infrastructures physiques et institutionnelles, parce qu'elles ont été des "biens collectifs" et que leur coût est élevé, relève, dans bon nombre de cas, du domaine de compétence des pouvoirs publics. Certaines de ces infrastructures existaient dans le système antérieur, mais le processus de décollectivisation les a détruites ou rendues inadaptées aux nouvelles structures agraires du pays (comme par exemple le système d'irrigation, etc.). De nouvelles infrastructures doivent être construites en réponse au nouvel environnement économique du pays (exemple de l'organisation des marchés ou du système d'information).

A. Assurer l'irrigation

La principale zone agricole du pays est la zone de plaine côtière caractérisée par des cultures intensives mais aussi par une pénurie d'eau pendant l'été. Cette zone est particulièrement importante en raison de ses cultures maraîchères - cultures qui peuvent souffrir du manque d'eau pendant leur période de croissance intensive ; d'autres cultures sont aussi affectées par une mauvaise irrigation qui peut entraîner des baisses considérables de la production. Le problème ne provient pas d'une insuffisance en eau, car l'Albanie dispose de ressources abondantes, mais du système de distribution. Actuellement, sur une partie des terres agricoles, le système d'irrigation a été réhabilité par un projet de la Banque Mondiale, dans d'autres zones il est seulement en cours de réhabilitation. Ces programmes doivent être accompagnés de la réhabilitation du système de drainage et de la réduction de la salinité des sols situés près de la mer. De nouvelles techniques d'irrigation doivent aussi être utilisées comme le goutte-à-goutte et des techniques spécifiques pour les serres, tunnels, vergers, vignes, etc.

B. Les infrastructures de base et l'accès aux marchés

Les infrastructures de base qui favorisent l'accès aux marchés sont très pauvres en Albanie. Par conséquent, l'investissement dans ce domaine est urgent. Les difficultés provoquées par le très mauvais état des infrastructures affectent les deux groupes d'exploitations, bien que celles orientées vers le marché soient les plus handicapées.

Par ailleurs, les marchés sont très fragmentés, ce qui augmente les coûts et ne donne pas aux agriculteurs des indications claires sur les choix de production et les inputs nécessaires. Ainsi, l'amélioration des infrastructures en général et l'infrastructure des marchés en particulier est vitale pour le développement des marchés pleinement fonctionnels.

a) Le crédit

L'absence de crédits, les taux d'intérêt élevés et la faiblesse des institutions financières, qui est apparue clairement durant la crise de 1997 – y compris au niveau le plus élevé de l'Etat – constituent des freins au développement économique et agricole du pays. L'absence de disponibilités financières chez les agriculteurs albanais est un fait connu ; il est lié à la fois aux faibles revenus monétaires des familles rurales et à l'augmentation des dépenses de la consommation familiale. Ainsi, les moyens de production de l'exploitation agricole risquent de ne pas évoluer avant longtemps si une politique de crédit rural n'est pas mise en place. Même les exploitations marchandes dont le revenu monétaire est relativement élevé par rapport aux exploitations de subsistance ont besoin d'accéder aux crédits.

b) Les marchés

Le développement d'un système de marchés est essentiel pour l'amélioration des revenus des petites exploitations agricoles. Après les récoltes, les pertes financières sont souvent élevées car les agriculteurs ont du mal à écouler de petites quantités de produits ; ceci est dû au fait que les marchés sont généralement éloignés et que l'information sur les prix est incertaine. Les communes et les municipalités doivent faire plus, si elles en ont la possibilité, pour rassembler des marchés actuellement trop dispersés.

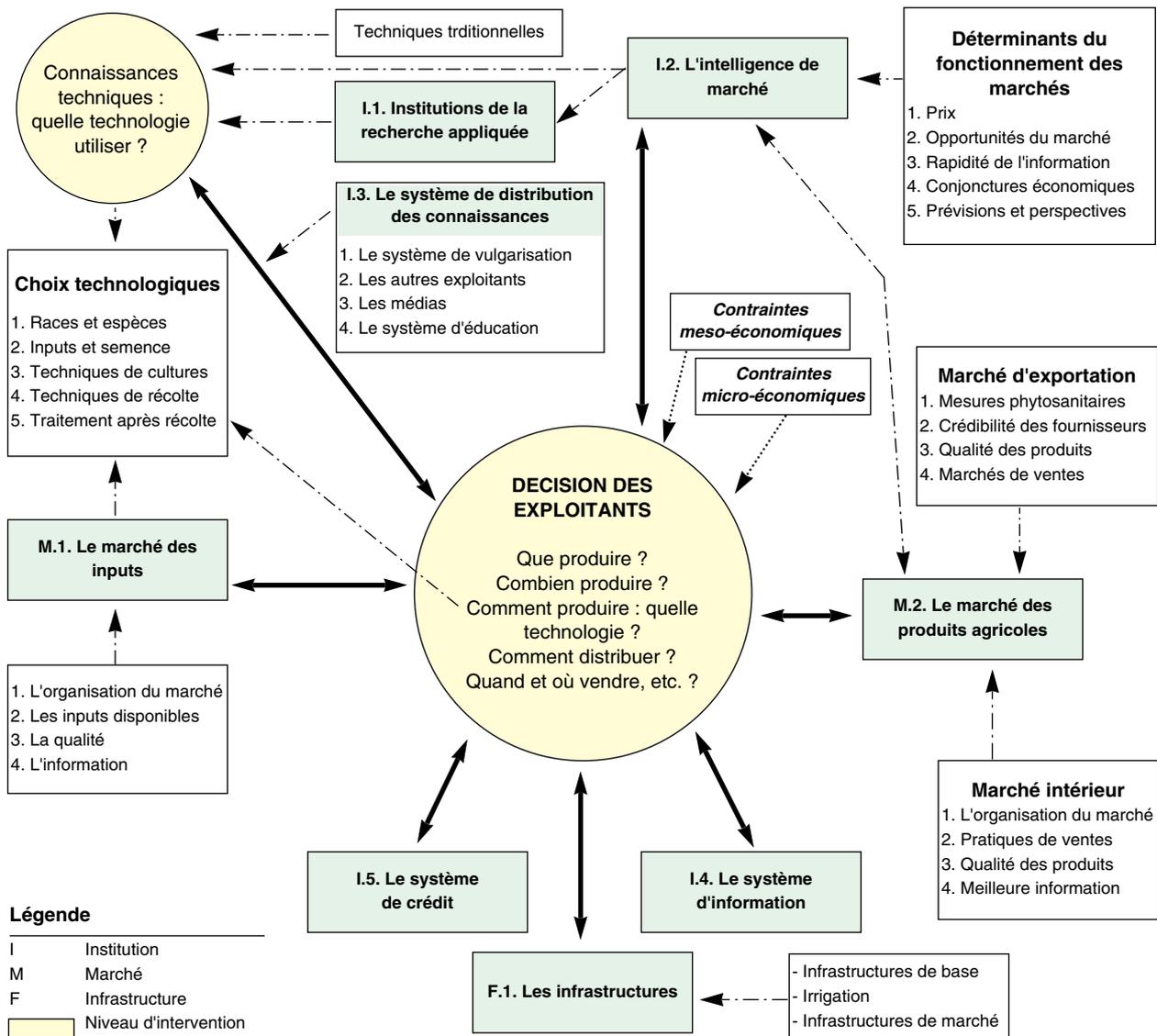
Il est par ailleurs nécessaire d'effectuer un contrôle de la qualité des produits vendus. Certains produits comme le lait et ses sous-produits, les boissons alcoolisées et non alcoolisées, les fruits et légumes, etc., sont des produits qui, en fonction de leur qualité, peuvent participer à l'augmentation du revenu agricole. Ainsi, le rôle des pouvoirs publics peut être double : d'un côté, il doit établir et surtout faire respecter les normes de qualité, et de l'autre, désigner et enregistrer les marques commerciales pour les différents produits. Ceci doit être fait par le personnel du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et/ou au niveau des districts.

C. Les systèmes d'information

L'agriculteur est supposé prendre un certain nombre de décisions : que produire ? En quelle quantité ? Comment ? Avec quels intrants ? En bref : quelle technologie doit-il utiliser ? Comment répartir la production entre vente, consommation familiale et production des biens intermédiaires ? Quand faut-il vendre ?... Si les exploitations de subsistance prennent ces décisions en fonction de leur objectif de satisfaction des besoins familiaux, les exploitations orientées vers le marché sont motivées par des objectifs commerciaux dont le principal est la maximisation du profit. Dans de telles circonstances, les exploitations marchandes ont besoin d'éléments de compréhension du marché : informations sur les prix des intrants et des produits agricoles, sur les différentes opportunités du marché, les statistiques, des rapports sur la situation et les perspectives économiques, différentes analyses économiques, etc. La création d'une institution spécialisée – sous la forme d'un département d'analyses économiques auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, par exemple – est, selon nous, une priorité, en particulier pour la promotion des exploitations agricoles marchandes.

Dans le schéma ci-dessous, nous avons essayé d'exprimer, de façon sommaire, les relations exploitation agricole/environnement méso-économique, ainsi que les principaux axes sur lesquels doivent s'appuyer l'action des pouvoirs publics dans une perspective de développement de l'exploitation agricole.

Schéma 1. Les relations exploitation-environnement méso-économique : vues dans une perspective d'augmentation des revenus agricoles



Conclusion

Appuyé sur une logique d'équité sociale et politique, la décollectivisation de l'agriculture albanaise a abouti à la création de presque un demi-million de micro-exploitations agricoles, plus majoritairement orientées vers la reproduction de l'unité familiale que vers la croissance et l'intégration aux marchés. Au début de la réforme, l'idée était que la mise en place d'un système économique marchand entraînerait la création rapide d'exploitations agricoles modernes. Or, durant ces dix premières années de post-collectivisme, le processus de développement d'une agriculture marchande s'est avéré beaucoup plus compliqué. La réalité agricole du pays se caractérise donc par un dualisme marqué des formes de production.

La transformation d'un plus grand nombre d'exploitations paysannes en exploitations marchandes, en dehors des stratégies des acteurs concernés, est largement influencée par les politiques économiques appliquées au secteur agroalimentaire. Aussi, nous pensons que de plus grands efforts doivent être faits par les pouvoirs publics pour améliorer l'environnement méso-économique dans lequel opèrent les agriculteurs albanais. Par ailleurs, les principaux domaines d'actions publiques doivent porter sur l'appui à la création/consolidation des institutions, à la réorganisation des marchés et aux investissements destinés aux infrastructures lourdes. Ces efforts doivent être mis en accord avec, d'une part, les besoins des différents groupes d'exploitations agricoles émergentes, et d'autre part, les objectifs nationaux de développement du secteur agricole. En d'autres mots, l'identification des groupes d'exploitations et des objectifs nationaux - comme l'augmentation de la productivité de la terre - ne peuvent coïncider que s'il y a amélioration de l'environnement méso-économique.

Enfin, nous pensons que les deux groupes d'exploitations agricoles identifiés - exploitations de subsistance et exploitations marchandes - ont besoin d'une amélioration des technologies de production (spécifiques en raison de leur petite taille), du système d'irrigation, des investissements dans les infrastructures, d'une meilleure organisation du marché et d'un système efficace de crédit. Les exploitations marchandes ont besoin, en plus de cela, d'une information pratique sur les marchés et de beaucoup plus de crédits. Cette urgence s'explique par le fait que ces exploitations sont totalement dépendantes du marché pour assurer leur développement durable et être compétitives aussi bien au niveau local que régional.

Notes

1. SARA - 1995., *Farm Income Survey*.
2. C'est-à-dire la recette totale provenant de la vente des produits agricoles.
3. Ces relations sont le plus souvent des "contrats oraux" avec des personnes qu'ils connaissent. Le contrat écrit est très rare.
4. Cette estimation comprend le prix du matériel plus le coût de transport et de distribution.

Références

- **Biba G.** (2000). *Système d'activités et différenciation des ménages agricoles en Albanie*. Communication au séminaire international "Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée : Etat, société civile et stratégies des acteurs", Tunis : UNESCO/IRMC.- 16 p.
- **Kunkel D.** (1996). "Albanian Agriculture in Transition". In: *The Albanian Economy Transition Towards a Free Market: Issues of Economic Policy*, Conference, Tirana.
- **Lamarche H.** (sous la dir. de, 1991). *L'agriculture familiale*. Tome 1 : *Une réalité polymorphe*. Tome II.: *Du mythe à la réalité*. L'Harmattan, Paris.
- **OECD** (1999). *Agricultural Policies in Emerging and Transition Economies*.
- **Pouliquen A.** (1994). "L'agriculture des pays de l'Europe centrale et orientale : quelle production pour quel marché". In: *Le courrier des pays de l'Est n° 391*, pp. 35-43.
- **Rey V.** (1997). "Les nouvelles campagnes de l'Europe de l'entre deux". In : *Agricultures et campagnes dans le monde*. (sous la dir. de A. Gamblin) SEDES, Paris, pp. 163-192.

- **SARA PROJECT** (1993-1998). *Results of the Annual Agricultural Survey*. Ministry of Agriculture and Food, Tirana
- **Severol C.** (1989). *L'agriculture moderne*. Seuil, Paris.
- **Skrelli E.** (1994). *L'apport et la possibilité de la mise en place de la formule associative au niveau de la production agricole en Albanie*. CIHEAM/IAM. Montpellier (Thèse Master of Science).
- **World Bank** (1999). *Entering the 21st Century*. World Development Report 1999 / 2000.

